



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARP SUD OUEST

8, impasse Didier Daurat
31400 Toulouse

Références : 2025 - 288
Code AIOT : 0006802340

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement SARP SUD OUEST implanté 8, impasse Didier Daurat 31400 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 12/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée à la fois dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées et d'une action régionale relative à la prévention des incendies dans les installations de tri, transit et regroupement de déchets.

A ce titre, elle a été réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARP SUD OUEST

- 8, impasse Didier Daurat 31400 Toulouse
- Code AIOT : 0006802340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SARP OSIS SUD OUEST exploite à Toulouse une installation de regroupement de déchets dangereux liquides avant transfert vers les filières de traitement et de valorisation ainsi qu'une installation de traitement des eaux souillées aux hydrocarbures.

Au titre des installations classées, elle est autorisée depuis le 11/05/1988 et réglementée, entre autres, par l'arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 22 décembre 2022 qui encadre notamment le réexamen des prescriptions de l'autorisation préfectorale suite aux nouvelles conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives aux installations de traitement de déchets.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Moyens d'accès et de circulation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
11	Moyens de lutte contre	Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 7.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	l'incendie			
12	Rétentions et confinement	Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 7.4.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
6	Dispositifs de prévention contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
8	Dispositions au contrôle d'accès	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a mis en évidence 9 faits non conformes (demandes de justificatifs et/ou d'actions correctives) :

- le plan de défense incendie n'est pas finalisé ;
- aucun exercice de défense incendie n'a été réalisé depuis la publication de l'arrêté ministériel du 22/12/23 ;
- pour les eaux hydrocarburées, l'exploitant n'a pas mis en place de dispositif permettant d'évaluer l'état des déchets stockés ;
- les calculs des besoins en eau et besoins à rétention n'ont pas été présentés à l'inspection ;
- aucune consigne d'exploitation n'a été présentée à l'inspection le jour de la visite, mise à part le mode opératoire à suivre pour confiner le site en cas d'incendie (rétention des eaux incendie) ;
- un plan de circulation est bien affiché à l'entrée du site mais en mauvais état et plus à jour ;
- l'exploitant doit justifier de la prise en compte des éléments du devis fait par l'opérateur ayant assuré le contrôle des extincteurs ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un contrôle de pesée récent des poteaux incendie (mesure du débit) ;
- certaines zones de la plateforme, à l'entrée du site, semblent ne plus être totalement étanches.

L'inspection a informé l'exploitant des suites susceptibles d'être données à l'issue de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum: <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir);- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie;- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre;- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité;- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement;- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir;- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
Constats :

<p>Le plan de défense incendie du site a été consulté puis transmis à l'inspection a posteriori de la visite.</p> <p>Ce plan est en cours de finalisation, il manque notamment les annexes avec les différents plans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le document complet puis de l'envoyer au SDIS une fois validé par l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Dispositifs de prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer.</p> <p>Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires.</p> <p>Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier exercice incendie (de type "test en situation d'urgence") a été réalisé en interne le 8 août 2022.</p> <p>Plus récemment, un exercice d'évacuation du personnel a été mis en œuvre le 9 avril 2025.</p> <p>L'exploitant a précisé à l'inspection qu'un exercice serait réalisé une fois le Plan de défense incendie finalisé et validé.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser sur le site un exercice de défense incendie, conformément au plan de défense incendie établi.</p> <p>Le compte-rendu de cet exercice doit être transmis à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Etat de stock des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes. En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis.</p> <p><u>L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire</u> et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.</p> <p>Pour <u>les déchets dangereux</u>, cet état est mis à jour au moins de manière <u>quotidienne</u>.</p> <p>Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a précisé le jour de la visite que les cuves (x3) stockant des déchets dangereux liquides étaient équipées de sondes avec une mesure 4 fois par jour. Le taux de remplissage des cuves est notamment vérifiable en permanence sur un logiciel de suivi.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a pu constater que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la cuve 1 était remplie à 46 % ; - la cuve 2 à 45 % ; - la cuve 3 à 4 %. <p>Pour les eaux hydrocarburées, l'exploitant n'a pas mis en place de dispositif permettant d'évaluer l'état des déchets stockés. Une réflexion est en cours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un dispositif permettant d'évaluer, de façon quotidienne, le volume d'eau hydrocarburée. Un justificatif doit être transmis à l'inspection une fois ce dispositif mis en place.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement interne

Prescription contrôlée :

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.
[...]

Constats :

Le site dispose de deux zones de rétention distinctes en cas d'incendie (nivellement différent des deux plateformes) :

- une zone de rétention au niveau de la zone de stockage des huiles et résidus aqueux (zone d'emplacement des 3 cuves) ;
- une zone de rétention principale (bâtiment administratif et zone de réception, stockage et traitement des eaux hydrocarburées).

En cas d'incendie, les eaux de la première zone sont renvoyées vers la zone principale grâce à une pompe de relevage manuelle.

Au niveau de la zone principale, une vanne d'obturation est présente. L'exploitant précise qu'elle est toujours en position ouverte pour pouvoir laisser les eaux de ruissellement s'écouler en situation normale.

En complément, un barrage gonflable (vu sur site le jour de l'inspection) est disponible à l'entrée du site pour permettre la mise en charge de la plateforme au niveau de la zone de rétention principale.

Le mode opératoire établi pour confiner les eaux sur le site a été transmis à l'inspection a posteriori de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis

Thème(s) : Risques accidentels, Justificatifs de calculs et de dimensionnement

Prescription contrôlée :

[...]

<p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <p>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.</p> <p>Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.</p> <p>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</p> <p>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux documents ont été présentés à l'inspection le jour de la visite puis transmis a posteriori :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan datant du 07/12/2018 avec la capacité de rétention associée à chaque zone (28 m3 pour la zone principale et 60 m3 pour la zone des cuves) ; - une attestation d'un géomètre datant du 11/12/2019 évaluant la capacité de rétention du site à 203 m3. <p>Ces informations ne sont donc pas cohérentes.</p> <p>En outre, aucun calculs des besoins en eau ou des besoins en rétention n'a été présenté à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les calculs de besoins en eau et besoins à rétention, à jour, et de fournir également une attestation du géomètre récente.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

« Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

« La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »

Constats :

Le plan d'intervention a été présenté à l'inspection le jour de la visite. Il est également affiché dans l'entrée du bâtiment administratif.

Ce plan montre les différentes zones d'activités et de stockage du site avec les risques associés notamment les atmosphères explosibles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositifs de prévention contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise

<p>en service des équipements</p> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Aucune consigne d'exploitation n'a été présentée à l'inspection le jour de la visite, mise à part le mode opératoire à suivre pour confiner le site en cas d'incendie (rétention des eaux incendie).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit rédiger et transmettre les consignes d'exploitation pertinentes pour les activités du site (exemple : consignes pour les opération de dépotage, pour la vérification de l'étanchéité des dispositifs de rétention, etc.)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Dispositions au contrôle d'accès

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 61</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. Cette disposition ne s'applique pas aux installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 à 2150, ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »</p>
<p>Constats :</p>

Le site est bien clôturé et le portail d'entrée fermé en permanence (sonnette mise à disposition pour pouvoir entrer sur le site).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'accès et de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 62
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
Prescription contrôlée : « L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. « L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. « Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. « Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. »
Constats : Un plan de circulation est bien affiché à l'entrée du site mais en mauvais état et plus à jour. Le devis du nouveau plan de circulation a été transmis à l'inspection a posteriori de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre : - une version dématérialisée du plan de circulation, à jour ; - une photo de ce nouveau plan, installé à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : « Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés,

opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

« L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

« Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

« En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. »

Constats :

Le site est équipé de deux détecteurs de flammes installés au niveau de la zone de prétraitement des eaux hydrocarburées, reliés à une centrale incendie.

En cas de déclenchement des détecteurs, une alarme retentit et les agents, en local, font la levée de doute.

En cas de non réponse/action des agents du site (période non ouvrée), le directeur est appelé.

Lors de la visite, l'inspection a pu consulter le dernier rapport de contrôle de la centrale incendie qui date du 09/04/2025. L'état de fonctionnement de la centrale est "bon".

Pour ce qui est des extincteurs, le site compte 87 extincteurs de catégories différentes. Le dernier contrôle date du 17/02/2025. Une proposition de devis est intégrée au rapport suites aux observations faites le jour du contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit revenir vers l'inspection pour justifier de la prise en compte des éléments du devis fait par l'opérateur ayant assuré le contrôle des extincteurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 7.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
- de 2 poteaux du réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils ;
- d'extincteurs en nombre suffisant répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification annuelle et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

Voir les constats précédents pour ce qui est des plans des locaux et des extincteurs.

Concernant le moyen d'alerte des services incendie, l'exploitant dispose bien d'un téléphone, à l'accueil.

Deux poteaux incendies sont présents, sur la voie publique, au niveau de l'impasse Didier Daurat, chacun à moins de 100 m de l'installation (poteau n°315552772 et poteau n°315551150).

Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un contrôle de pesée récent de ces poteaux (mesure du débit).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le débit des poteaux situés au niveau de l'impasse Didier Daurat, en se rapprochant du gestionnaire des réseaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Rétentions et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2017, article 7.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : IV. Les aires de chargement et de déchargement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...]
Constats : Certaines zones de la plateforme, à l'entrée du site, semblent ne plus être totalement étanches (cf. photo jointe).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier de l'étanchéité de l'ensemble de la plateforme, celle-ci servant notamment à la rétention des eaux incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois